



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} décembre 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Points 117 et 132 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007

Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Équipe spéciale chargée des enquêtes relatives aux achats

Rapport du Secrétaire général*

I. Introduction

1. Des insuffisances dans le fonctionnement du Service des achats de l'ONU ayant été relevées à la mi-2005, notamment des infractions au Règlement financier et aux règles de gestion financière dans un certain nombre d'opérations d'achat effectuées au Siège et dans les opérations de maintien de la paix, le Bureau des services de contrôle interne a créé, en octobre 2005, un petit groupe de travail qu'il a chargé de s'occuper, pendant une durée de trois mois, d'un certain nombre d'opérations d'achat en suspens. Ses recommandations connexes ont porté sur les domaines d'importance critique qui avaient besoin d'être améliorés, notamment les contrôles internes et les procédures d'achat. À cet égard, comme on peut le voir dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 juin 2006 (A/60/846/Add.5 et Corr.1), il a été fait diligence pour donner suite à ces recommandations. Parallèlement, le Bureau a considéré que les risques financiers associés aux plus épineuses des quelque 200 opérations d'achat en suspens étaient importants et susceptibles de remettre en cause l'intégrité financière et donc la réputation de l'Organisation. Comme il ne pouvait se borner à enquêter sur les achats et consacrer toutes les ressources de la Division des investigations à ce seul domaine d'activité, et afin d'atténuer les risques susmentionnés et de régler les problèmes efficacement et de manière approfondie, il a créé en janvier 2006 une équipe spéciale qui est chargée d'enquêter sur les activités d'achat. Le présent rapport porte sur le mandat de cette équipe et les autres dispositions la concernant.

* Le présent rapport est soumis à la présente date afin qu'il rende compte des informations les plus récentes.



II. Mandat

2. L'Équipe spéciale chargée des enquêtes relatives aux achats a reçu initialement pour tâche d'enquêter de façon approfondie sur le Service des achats et de régler les opérations d'achat en suspens. Ses enquêtes ont été axées sur les questions directement liées au Service, vu que les activités de celui-ci posaient d'importants problèmes de gestion.

3. L'Équipe spéciale devait examiner les problèmes d'achat : a) signalés au Bureau des services de contrôle interne en octobre et novembre 2005; b) mis à jour par le Groupe de travail de la Division des investigations du Bureau depuis sa création en octobre 2005; et c) signalés après le 1^{er} décembre 2005. Ces problèmes ont été classés selon leur degré de priorité, les plus importants et ceux susceptibles d'avoir le plus grand retentissement sur le Service des achats ayant été considérés comme les plus prioritaires. L'Équipe spéciale devait en outre considérer comme prioritaires les problèmes qui concernaient : a) de hauts responsables du Service des achats et du Département de la gestion; et b) les allégations d'irrégularités commises par le personnel du Service des achats.

III. Produits

4. Les produits que l'Équipe spéciale doit établir sont les suivants :

a) Un plan stratégique qui fournisse au Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne la liste des problèmes d'achat prioritaires. Ce plan doit également contenir une estimation du temps nécessaire pour régler ces problèmes et le calendrier des rapports intérimaires correspondants;

b) Des rapports intérimaires mensuels au Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne qui donnent des informations à jour sur chacun des problèmes prioritaires concernant le Service des achats, y compris des informations sur tout changement connexe de statut ou de calendrier et une explication de ce changement;

c) Des rapports d'activité supplémentaires sur tout nouveau fait important concernant tel ou tel problème d'achat;

d) Un projet de rapport final à soumettre pour examen et approbation au Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne, celui-ci devant décider lesquels de ces rapports seront fournis à la haute direction et sous quelle forme, et lesquels seront éventuellement présentés à l'Assemblée générale;

e) Un rapport évaluant la corruption dans le Service des achats, qui sera établi dès que l'Équipe spéciale aura achevé ses travaux.

IV. État des travaux

5. L'Équipe spéciale chargée des enquêtes relatives aux achats est devenue pleinement opérationnelle à la mi-2006, lorsque tous les enquêteurs et experts légistes qualifiés supplémentaires dont elle avait besoin lui ont été affectés. Tout au long de 2006, elle a axé ses activités sur les questions liées aux fonctionnaires placés en congé administratif avec traitement. Bien que ces questions ne constituent

qu'une partie de celles dont elle doit s'occuper, elles mobilisent presque tous les enquêteurs et les experts. Il convient de noter que si un certain nombre d'enquêtes complexes sur des cas de fraude sont menées à bien en six mois, ce type d'enquête s'étale généralement sur plusieurs années.

6. L'Équipe spéciale s'occupe actuellement de plusieurs affaires complexes et importantes, notamment de plus d'une vingtaine nécessitant un travail constant. Presque toutes les enquêtes correspondantes portent sur un ensemble complexe de transactions, de fournisseurs et de milliers de documents et nécessitent la tenue d'entretiens avec de nombreux témoins dans le monde entier. De plus, l'Équipe spéciale est tributaire de l'établissement de documents émanant de diverses sources et de la coopération des fournisseurs, des départements de l'Organisation et d'organes chargés de l'application des lois et d'organes d'enquête extérieurs à l'Organisation.

7. Compte tenu de ce qui précède, l'Équipe spéciale devrait avoir achevé ses travaux le 31 décembre 2007, les affaires sur lesquelles elle n'aura pas enquêté devant être prises en charge en 2008-2009 par la Division des investigations, dans le cadre de son programme de travail habituel. Vu la nature et la portée de ses activités, ses dépenses seront imputées sur le budget du Département des opérations de maintien de la paix ou sur le budget ordinaire et il en sera rendu compte dans les rapports connexes sur l'exécution des budgets. Aucune ouverture de crédit supplémentaire n'est donc demandée.

V. Mesures que l'Assemblée générale sera amenée à prendre

8. **L'Assemblée générale souhaitera peut-être bon prendre note du présent rapport.**